



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Sussargues - Projet de parc d'activités économiques Jules Rimet - Procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de parc d'activités économiques Jules-Rimet est situé à l'entrée Sud de la commune de Sussargues, au droit de la route métropolitaine n°54 (RM54). Ce futur parc d'activités d'environ 4 hectares à vocation artisanale, est envisagé sur deux îlots distincts situés de part et d'autre de l'actuel complexe sportif Jules-Rimet. A terme, ce projet très attendu par les entrepreneurs et artisans locaux, proposera une offre immobilière de qualité, accessible et flexible (locaux de tailles modulables, petites surfaces ...) pour des activités productives et artisanales.

La maîtrise d'ouvrage de ce projet est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de développement et d'aménagement économique, notamment pour la création, l'aménagement et la gestion de zones d'activités artisanales. Par délibération du Conseil de Métropole n°M2019-720 du 18 décembre 2019, la réalisation de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par l'intermédiaire d'une concession d'aménagement.

Cette opération d'aménagement à vocation économique est inscrite dans le document d'orientations et d'objectifs (DOO) du schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé le 18 novembre 2019. Elle est rattachée à la catégorie des polarités économiques de proximité à dominante d'activités, et répond aux objectifs définis dans le DOO à savoir : *« créer des fonciers économiques attractifs et durables »* et *« promouvoir les formes économiques de proximité dans les villes et villages »*.

Ce projet présente un caractère d'intérêt général pour le territoire de la Métropole en matière de développement économique et d'emploi, et plus singulièrement pour la Commune de Sussargues, puisqu'il permettra à terme de répondre à la très forte pénurie de foncier économique pour les activités artisanales et de proximité, en proposant une offre économique adaptée au besoin d'accueil d'entreprises artisanales locales.

Les règles d'urbanisme du PLU de la Commune de Sussargues applicables au site ne sont aujourd'hui pas compatibles avec le projet. Sa mise en œuvre opérationnelle nécessite donc de faire évoluer le PLU. Compte tenu du caractère d'intérêt général du projet, une procédure de mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet a donc été engagée.

Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, les procédures de mise en compatibilité de PLU soumises à évaluation environnementale comme dans le cas présent, font l'objet d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et les acteurs concernés par ce projet. C'est en ce sens que Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 14 décembre 2021 afin d'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation, permettant d'associer le public. En outre, une réunion publique a été organisée à Sussargues à la salle polyvalente du foyer rural le vendredi 29 avril 2022 à 18h30 afin de présenter au public le projet du futur parc d'activités économiques.

Quel que soit le dispositif de concertation mis à disposition du public (registres de concertation, adresse mail, adresse postale, réunion publique) il n'a été enregistré aucune réaction hostile à ce projet de parc d'activités économiques. Cette phase de concertation préalable n'a donc pas engendré d'évolution du projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme. Par délibération n°M2022-392 en date du 04 octobre 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le bilan de la concertation.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU qui régit les modalités de collaboration entre la Métropole et ses communes membres dans le cadre de l'évolution de leurs documents d'urbanisme respectifs, par délibération n°DE22_068 en date du 01^{er} décembre 2022, le Conseil municipal de Sussargues a émis un avis favorable sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU relatif au projet de parc d'activités économiques Jules-Rimet.

Le dossier a ensuite été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'au Maire de la Commune de Sussargues conformément aux dispositions de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme. L'autorité environnementale, sollicitée le 08 décembre 2022 au titre des articles R.104-21 et suivants du Code de l'urbanisme, n'a pas émis d'avis dans le délai imparti.

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint a eu lieu le 06 avril 2023, en présence de Madame le Maire de la Commune de Sussargues, de représentants de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 34), du Département de l'Hérault, de la chambre d'agriculture de l'Hérault et de Montpellier Méditerranée Métropole. Le projet, tel que présenté lors de cet examen conjoint a donné lieu à un avis favorable avec réserves de la part de la DDTM 34 et de la chambre d'agriculture. Ces réserves ont fait l'objet de réponses qui ont été intégrées au dossier d'enquête publique.

Enfin, le dossier a été soumis à enquête publique du 28 juin 2023 au 31 juillet 2023 inclus, soit 34 jours consécutifs, et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU de Sussargues qui en est la conséquence.

Aucune opposition ne s'est exprimée contre le projet de création de ce parc d'activités économiques. Seules deux observations ont été émises, et sont relatives respectivement à la perte d'emprises jusque-là utilisées pour le stationnement sauvage au Sud du complexe sportif, à la configuration de la sortie des véhicules quittant le complexe sportif, et à la demande de création d'un giratoire au niveau de l'intersection entre la RM 54 et la RM 610. Ces observations ont été reprises dans le procès-verbal de synthèse des avis émis par le public établi par le commissaire enquêteur et ont fait l'objet d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre d'un mémoire en réponse. Ces remarques émises par le public n'ont pas conduit à modifier le dossier.

Constatant le bon déroulement de l'enquête et vu les éléments de réponse apportés, Monsieur le Commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 28 août 2023 et a émis un avis favorable sans réserves sur le projet de création du parc d'activités économiques Jules-Rimet à Sussargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prononcer, par la présente déclaration, l'intérêt général du projet de création du parc d'activités économiques Jules-Rimet situé sur la commune de Sussargues ;
- De prendre acte que l'adoption de la présente déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU de Sussargues ;
- De mettre le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Sussargues, à disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la Mairie de Sussargues à leurs jours et horaires d'ouverture respectifs et de procéder aux mesures de publicité et d'affichage ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-251473-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- A_NOTICE_IG[1].pdf
- B_NOTICE_MEC[1].pdf
- C_EE_MEC[1].pdf
- D_PADD_MEC[1].pdf
- E_OAP_MEC[1].pdf
- F_REGLEMENT_MEC[1].pdf
- G_ZONAGE_MEC[1].pdf
- PG-Sommaire[1].pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.